

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Unité Inter-Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme
7 Rue Léo Lagrange
63033 Clermont-ferrand Cedex 1

Clermont-ferrand, le 23/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTRI BATTERIE SERVICE

29, rue des Ribes
63170 Aubière

Références : 20240222-RAP-63-0242-suite-inspec-Distri-batterie-service
Code AIOT : 0003200293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement DISTRI BATTERIE SERVICE implanté 29 RUE DES RIBES 63170 AUBIERE. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTRI BATTERIE SERVICE
- 29 RUE DES RIBES 63170 AUBIERE
- Code AIOT : 0003200293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

DBS batterie est une entreprise familiale installée à Aubière depuis 1984. Elle commercialise des chargeurs et des batteries au plomb à destination des particuliers et professionnels du secteur de l'industrie, de la manutention, du secours énergie et de la pièce automobile.

La société emploie 6 salariés

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
3	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI e et VII	Demande d'action corrective	3 mois
4	Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Formation du personnel.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	2 mois
6	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 14/03/2016	Sans objet
9	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dirigeants n'ont pas pris la mesure et les enjeux de leur activité soumise à la réglementation des installations classées vis à vis de la prévention du risque incendie.

De nombreux constats ne respectent pas les prescriptions réglementaires. Aussi, si les attendus ne sont pas communiqués dans les délais mentionnés au rapport, une proposition d'arrêté de mise ne demeure sera proposé au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 14/03/2016
Thème(s) : Situation administrative, Droit d'antériorité
Prescription contrôlée : Situation administrative de l'installation
Constats : La société Distri Batterie Services a fait l'objet d'une déclaration d'existence par courrier du 7 avril 2011. Elle bénéficie du droit d'antériorité par courrier préfectoral du 14 mars 2016 et est autorisée à la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées. Un changement de mandataires sociaux a été réalisé le 16/01/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La demande de changement de mandataire est adressée au Préfet. Dans les 3 mois qui suivent le transfert, le nouvel exploitant fait une déclaration qui mentionne : - S'il s'agit d'une personne physique : les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant - S'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Le bâtiment exploité comprend 600 m ² de stockage et environ 100 m ² de bâtiment d'accueil du public. En outre, l'exploitant loue une partie du bâtiment mitoyen pour le stockage de batteries neuves. L'exploitant dispose uniquement d'un plan d'évacuation mentionnant la localisation des extincteurs et les consignes d'urgence. Ce plan affiché à l'intérieur du local de stockage. L'exploitant, également propriétaire du site considéré, n'a pas recensé les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie dont les zones où sont stockées des matières dangereuses ou d'un accident. Les zones considérées ne sont pas matérialisées, ne font pas l'objet de consignes et ne

sont reportées sur un plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Recenser les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion, les matérialiser et les indiquer sur un plan. Un plan à l'intention des services de secours et d'incendie sera affiché de manière visible à l'entrée du site. Réaliser une note précisant la nature exacte du risque et les consignes à observer et l'afficher à l'entrée de ces zones.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI e et VII
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection 2019
Prescription contrôlée : E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. VII.- Stockage des déchets Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : Les sols des locaux de stockages des batteries usagées ou en entretien sont étanches. Les batteries usagées sont stockées sur rétention. Toutefois les liquides déversés accidentellement dans le bâtiment vont directement au réseau collectif par des avaloirs. Aucun dispositif ne permet au sein de l'installation de recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans l'attente de la réhabilitation du bâtiment ou d'un nouveau bâtiment dédié au stockage des batteries usagées, l'exploitant doit être en mesure de recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels des produits dangereux ou déchets liées à son activité de stockage de batteries usagées. Proposer et mettre en œuvre un dispositif sous 3 mois au droit de chacune des zones correspondantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50

Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques

Prescription contrôlée :

Art 49 :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Art 50 :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones

<p>d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique utiliser la plateforme numérique Trackdéchets pour tracer les batteries usagées.</p> <p>Il ne dispose pas d'un état des matières stockées des différents produits ou matériaux utilisés ou stockés sur le site (résines, acides, batteries neuves et usagées,..)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Établir sous 2 mois un état des matières stockées des différents produits et déchets, cet état est actualisé chaque semaine et facilement accessible.</p> <p>Transmettre sous 1 mois les copies des FDS des produits utilisés et la copie du registre trackdéchets au jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 5 : Formation du personnel.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel n'a reçu aucune formation concernant les consignes en cas de sinistre et notamment l'utilisation des extincteurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Former le personnel de la société sur les risques de l'installation, l'application des consignes et la conduite à tenir en cas de sinistre</p> <p>Désigner les collaborateurs dédiés à cette tâches et les former à l'utilisation des extincteurs.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection 2019
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Commentaire de la précédente inspection: L'installation est dotée: Isolement du réseau de collecte</p> <p>Le site devra disposer d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant devra justifier le dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement seront clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définira les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>5/ Pas de réserve de sable mais présence de kit d'absorbant en cas de fuite des batteries à fluide liquide.</p> <p>6/ Il est suggéré à l'exploitant d'assurer la formation de son personnel à la manipulation des extincteurs.</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la</p>

<p>somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la précédente inspection, l'exploitant a commandé fin 2019 une étude de calcul de dimensionnement du volume de rétention des eaux d'incendie sans conduire aux travaux correspondants.</p> <p>Le responsable de la société envisage de créer à l'arrière de la parcelle un site dédié exclusivement au stockage des batteries usagées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre sous 3 mois l'étude globale de respect des prescriptions réglementaires concernant le confinement des eaux d'extinctions et le calendrier des travaux correspondants.</p> <p>À défaut du respect de la date, une proposition d'arrêté de mise en demeure sera proposé au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3mois</p>

N° 7 : Plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant est dans l'incapacité de montrer un plan de défense contre l'incendie.

L'inspection informe l'exploitant de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 imposant certaines dispositions aux installations de gestion de déchets soumises à autorisation relatives à la prévention du risque incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Établir un plan de défense contre l'incendie, au plus tard le 1er juillet 2024, comprenant les prescriptions détaillées de l'article susvisée et le communiquer à l'inspection

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4mois

N° 8 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des

personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'installation dispose de moyens d'alerte des services d'incendie.

L'inspection informe l'exploitant de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 imposant certaines dispositions aux installations de gestion de déchets soumises à autorisation relatives à la prévention du risque incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant organisera un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

L'exercice fera l'objet d'un compte rendu qui sera communiqué sous 1 mois (au plus tard le 31 juillet 2024) à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4mois

N° 9 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions des installations

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712 ou 2718 sont soumises aux dispositions suivantes.

<p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention.</p> <p>Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant stocke les batteries usagées au plomb (pas de batteries Li) dans des containers équipés d'une rétention.</p> <p>Les batteries usagées sont stockées dans une zone dédiée de 25 m2 environ, fermée en partie.</p> <p>Environ 25 T. de batteries sont stockées avant d'être évacuées par transporteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les dispositions de cet articles sont applicables à compter du 1er janvier 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>